

COMITÉ D'ACTION POUR LA BRETAGNE

PREMIÈRE RÉUNION A PONTIVY

(De notre envoyé spécial R. Lohric)

NOUS avons annoncé, la semaine dernière, la création d'un Comité d'Action pour la Bretagne (C.A.B.) Les organisations représentées à Saint-Brieuc avaient voulu étendre leur action à l'ensemble des départements bretons et convoqué, dans ce but, une réunion régionale, à Pontivy, le samedi 12 octobre, réunion chargée de définir les bases du rassemblement et les moyens d'action du C.A.B., et, par là-même, de dissiper les équivoques créées par certains mouvements suspects de « séparatisme » et convaincus de confusionnisme idéologique et politique (le Mouvement pour l'Organisation de la Bretagne, en particulier).

Double symbole

Les délégués des quatre départements des partis de gauche et des syndicats, précédemment nommés (auxquels s'étaient joints des représentants de la fédération Force Ouvrière du Morbihan), se sont donc retrouvés sous la présidence de M. Giovanelli, maire de la commune d'Inzinzac où sont établies les Forges d'Hennebont, dont le gouvernement vient de provoquer le dépôt du bilan. Double symbole de ce mal breton, que les animateurs de la rencontre ont souligné en ouvrant la discussion. La Bretagne n'est-elle pas une des régions de France où le sous-équipement dans tous les secteurs d'activité est le plus net, se traduisant par un exode continu, une émigration des jeunes, un vieillissement de la population ? Il y a longtemps que la sonnette d'alarme a été tirée, que des enquêtes ont été menées, en particulier par le C.E.L.I.B. (Comité d'étude et de liaison des intérêts bretons) et sa commission régionale d'expansion économique, que des entretiens ont eu lieu avec le gouvernement. Il faut bien constater « l'échec sur toute la ligne des actions menées sous les formes traditionnelles » : échec du « plan breton » (auquel n'ont pas été affectés les crédits nécessaires), échec du C.E.L.I.B., échec prévisible de la loi-programme des régions d'entraînement. Les seules concessions faites par le gouvernement l'ont été sous la pression des manifestations. Il s'agit donc d'assurer la mobilisation

des forces populaires, par l'intermédiaire des syndicats et des partis de gauche, non seulement pour des actions défensives, mais aussi pour une lutte d'ensemble, de longue haleine, pour imposer au pouvoir « la mise en œuvre du programme d'équipement que la Bretagne attend », pour mettre un terme aux inégalités de développement économique qui entraînent des injustices sociales énormes. Tel était le but de la rencontre de Pontivy : constituer, de façon définitive, le Comité d'Action pour la Bretagne — définir ses revendications et surtout ses moyens de lutte.

Les décisions prises

Finalement, pour assurer l'unanimité, un compromis fut mis au point, le terme « capitalisme » remplacé par « régime fondé sur le profit ». Qu'importent les termes, l'essentiel est que nous maintenions l'esprit qui a présidé à ce regroupement. Mais le problème reste posé. Nous pensons que le C.A.B. ne peut se contenter d'être un C.E.L.I.B. de « gauche » et de rechercher l'union de « tous les Bretons démocrates et républicains » opposés au régime gaulliste. S'il veut assurer la mobilisation des forces populaires qui est sa raison d'être, s'il veut disputer les jeunes aux démagogues du M.O.B. il lui faut proposer des objectifs clairs et non des combats douteux.

Le Comité est né, parce qu'il correspond à une nécessité. Il en fera la preuve en organisant une journée régionale d'action pour la défense des Forges d'Hennebont, le 26 octobre. Nous ferons tout pour que ce soit un succès total. Ce ne sera qu'une étape. Le bureau mis en place et qui comprend un représentant de chaque organisation (Mazier pour le P.S.U.) coordonnera et animera les revendications locales. Il est essentiel que l'action soit décentralisée et que partout se créent, sur les mêmes bases qu'à Pontivy, des comités locaux d'action pour la Bretagne, réunissant tous les travailleurs, des villes et des campagnes, pour la défense de leurs intérêts.